

sans commencèrent la réforme agraire et manifestent la tendance à la mener jusqu'au bout par leurs propres moyens. C'est ce que prouve la dépêche suivante publiée dans le **Christian Science Monitor**, du 23 janvier 1953 : « Volle, de Guatemala. La police dit que des paysans armés de couteaux, dans le sud-est du Guatemala, prennent en main la loi de réforme

agraire, s'emparant de propriétés cultivées. On informe qu'environ quatre cents ouvriers agricoles, armés de sabres, ont pris possession de la terre dans la zone d'Asuncion Mita près de la frontière du Salvador ». Des cas comme celui-là se sont produits par douzaines depuis lors.

LA BOURGEOISIE ET LE GOUVERNEMENT

Le gouvernement Arbenz est un gouvernement bourgeois. Il ne faut pas qu'il y ait là-dessus de confusion si nous voulons comprendre ce qui se passe au Guatemala. José Manuel Fortuny lui-même, secrétaire général du Parti communiste (maintenant appelé Parti Guatémaltèque du Travail), dans son **Rapport** sur l'activité du Comité Central au Deuxième Congrès du Parti, le 11 décembre 1952, reconnu que « le gouvernement Arbenz... est un gouvernement de la bourgeoisie nationale et de la petite bourgeoisie, servant les intérêts nationalistes de la bourgeoisie et dirigeant son action révolutionnaire contre le féodalisme. » Ce que Fortuny a passé sous silence et que, comme stalinien, il ne pouvait faire autrement que de passer sous silence, est que la bourgeoisie guatémaltèque est loin de soutenir totalement son propre gouvernement, surtout en ce qui concerne les mesures révolutionnaires qu'il a été obligé de sanctionner sous la pression des masses et, surtout, ses efforts hardis de s'appuyer sur ces masses pour résister à l'impérialisme. Le gouvernement Arbenz est un gouvernement bourgeois **bonapartiste** qui, en défendant toujours les intérêts généraux de la bourgeoisie, se maintient en équilibre entre elle et les masses et entre ces dernières et l'impérialisme, trouvant ainsi une indépendance relative. Dans son article « **L'administration ouvrière dans l'industrie nationalisée** », Léon Trotsky, étudiant le gouvernement de Cardenas, écrivait : « Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital domestique, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère à ce gouvernement un caractère bonapartiste **sui generis**, un caractère distinctif. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner... manœuvrant avec le prolétariat jusqu'à lui faire des concessions, et obtenant ainsi la possibilité d'une certaine indépendance vis-à-vis des capitalistes étrangers ». Le gouvernement Arbenz appartient à cette catégorie.

La différence entre le gouvernement actuel et celui d'Arévalo réside en ce que le gouvernement Arbenz est soumis à une pression populaire beaucoup plus forte qui l'oblige à faire des concessions beaucoup plus grandes aux travailleurs. Dans son **Rapport** cité plus haut, Fortuny nous révèle une grande partie de la vérité lorsqu'il dit : « La nouvelle corrélation

de forces et le changement de gouvernement se sont caractérisés par une organisation et une mobilisation populaire plus importantes... (qui) ont permis au gouvernement Arbenz de montrer une plus grande indépendance... »

Nous ne devons pas nourrir d'illusions sur la capacité anti-impérialiste de la bourgeoisie guatémaltèque et, par conséquent, de son gouvernement. Le même Fortuny, dans son **Rapport**, plusieurs fois cité, nous le dit : « Le fait qu'une petite partie de la bourgeoisie du Guatemala offre de la résistance à l'impérialisme et même se préoccupe de la défense de la souveraineté nationale n'empêche pas que la bourgeoisie du Guatemala en général, faible et naissante n'est pas disposée à défendre les intérêts nationaux car elle place ses relations avec l'impérialisme au-dessus des intérêts de la nation ».

Un gouvernement comme celui d'Arbenz est éminemment transitoire étant donné qu'il représente un facteur d'équilibre social instable. Ou bien il est renversé par l'impérialisme et les féodaux-bourgeois idogoristes ou bien il cède la place au gouvernement ouvrier-paysan, c'est-à-dire à un gouvernement formé du Parti communiste, de la Confédération générale des Travailleurs et de la Confédération nationale paysanne, gouvernement qui émanciperait réellement le pays de l'impérialisme et compléterait la réforme agraire. Il est clair que les marxistes révolutionnaires du Guatemala doivent lutter inlassablement pour cette dernière solution.

Entre temps, notre devoir est de défendre le gouvernement Arbenz les armes à la main, contre toute attaque de la contre-révolution pro-yankee. Cela, naturellement, ne veut pas dire que nous devons lui donner le moindre soutien **politique**, que nous devons cacher ses limites et son caractère éphémère ou que nous semions des illusions sur sa capacité de diriger la lutte anti-impérialiste. C'est précisément en cela que se différencient les marxistes révolutionnaires des bureaucrates opportunistes comme Fortuny : les premiers disent la vérité aux ouvriers, les préparent à défendre le gouvernement contre la réaction et à le remplacer par leur propre gouvernement, les seconds trompent les ouvriers et les désorientent en les empêchant de se préparer à l'une et l'autre tâche.